
Claude FARO

EXPERT-COMPTABLE DIPLÔMÉ
COMMISSAIRE AUX COMPTES

MEMBRE DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE DE RENNES

Association
FESTIVAL DE CORNOUAILLE

5bis, rue de Kerfeunteun
29000 QUIMPER

Rapports du Commissaire aux comptes

Exercice clos le 30 septembre 2024

Claude FARO

EXPERT-COMPTABLE DIPLÔMÉ
COMMISSAIRE AUX COMPTES

MEMBRE DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE DE RENNES

Association
FESTIVAL DE CORNOUAILLE

5 bis, rue de Kerfeunteun
29000 QUIMPER

Rapport du Commissaire aux comptes
sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 septembre 2024

Association FESTIVAL DE CORNOUAILLE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 septembre 2024

Aux membres,

1- Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'Association FESTIVAL DE CORNOUAILLE relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2- Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} octobre 2023 à la date d'émission de mon rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, j'attire votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés » de l'annexe des comptes annuels concernant le changement de méthode comptable sur l'engagement de retraite.

3- Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821.53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de ma démarche d'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et ont donc contribué à la formation de mon opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

4- Vérification du rapport d'activité et des autres documents adressés aux membres

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

5- Responsabilités de la direction relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

6- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

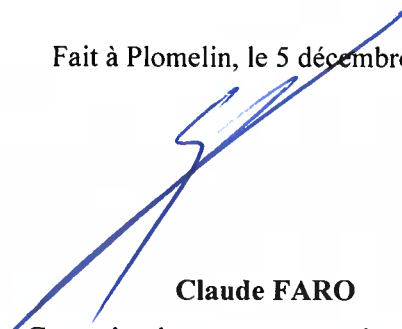
L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci. Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Plomelin, le 5 décembre 2024



Claude FARO

Commissaire aux comptes inscrit

**Membre de la Compagnie Régionale Ouest
Atlantique**

Actif		Au 30/09/2024			Au 30/09/2023	
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net		
Capital souscrit non appelé						
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de développement				
		Concessions, brevets et droits similaires	26 008	22 635	3 373	5 273
		Fonds commercial (1)				
		Autres immobilisations incorporelles				
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
		TOTAL	26 008	22 635	3 373	5 273
	Immobilisations corporelles	Terrains	47 500		47 500	47 500
		Constructions	427 500	193 004	234 495	248 744
		Inst. techniques, mat. out. industriels	11 483	11 483		
		Autres immobilisations corporelles	43 703	43 652	50	110
		Immobilisations en cours				
		Avances et acomptes				
			TOTAL	530 186	248 140	282 046
	Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations évaluées par équivalence				
		Autres participations				
		Créances rattachées à des participations				
		Titres immob. de l'activité de portefeuille				
		Autres titres immobilisés				
		Prêts				
		Autres immobilisations financières	500		500	
		TOTAL	500		500	
Total de l'actif immobilisé		556 694	270 775	285 919	301 628	
Actif circulant	Stocks	Matières premières, approvisionnements				
		En cours de production de biens				
		En cours de production de services				
		Produits intermédiaires et finis				
		Marchandises	3 151		3 151	1 800
		TOTAL	3 151		3 151	1 800
	Avances et acomptes versés sur commandes					
	Créances ⁽¹⁾	Clients et comptes rattachés	8 676		8 676	20 676
		Autres créances	117 903		117 903	175 936
		Capital souscrit et appelé, non versé				
			TOTAL	126 580		126 580
	Divers	Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités		165 276		165 276	45 718	
	TOTAL	165 276		165 276	45 718	
Charges constatées d'avance		13 101		13 101	13 117	
Total de l'actif circulant		308 109		308 109	257 250	
Frais d'émission d'emprunts à étaler						
Primes de remboursement des emprunts						
Écarts de conversion actif						
TOTAL DE L'ACTIF		864 804	270 775	594 029	558 878	
Renvois : (1) Dont droit au bail						
(2) Dont part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				500		
(3) Dont créances à plus d'un an (brut)					10 500	
Clause de réserve de propriété		Immobilisations	Stocks	Créances clients		

Passif		Au 30/09/2024	Au 30/09/2023
Capitaux propres	Capital (dont versé :)		
	Primes d'émission, de fusion, d'apport		
	Ecart de réévaluation		
	Ecart d'équivalence		
	Réserves		
	Réserve légale		
	Réserves statutaires		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	-82 908	27 496
Aut. fonds propres	Résultats antérieurs en instance d'affectation	70 463	-98 226
	Résultat de la période (bénéfice ou perte)		
	Situation nette avant répartition	-12 445	-70 730
	Subvention d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total		-12 445	-70 730
Provisions	Titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total			
Dettes	Provisions pour risques	24 233	10 500
	Provisions pour charges		
Total		24 233	10 500
Dettes	Emprunts et dettes assimilées		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	188 685	214 879
	Emprunts et dettes financières divers (3)		
	Total	188 685	214 879
	Avances et acomptes reçus sur commandes (1)		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	246 695	250 921
	Dettes fiscales et sociales	18 234	31 683
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	Autres dettes		
	Instruments de trésorerie		
Total		264 930	282 604
Produits constatés d'avance		128 625	121 625
Total des dettes et des produits constatés d'avance		582 241	619 108
Écart de conversion passif			
TOTAL DU PASSIF		594 029	558 878
Régularisations	Crédit-bail immobilier		
	Crédit-bail mobilier		
	Effets portés à l'escompte et non échus		
	Dettes et produits constatés d'avance, sauf (1), à plus d'un an	161 674	188 685
	à moins d'un an	420 567	430 422
Renvois : (2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques			
(3) dont emprunts participatifs			

		France	Exportation	Du 01/10/2023 Au 30/09/2024 12 mois	Du 01/10/2022 Au 30/09/2023 12 mois
Produits d'exploitation (1)	Ventes de marchandises	141 137		141 137	166 126
	Production vendue : - Biens				
	- Services	229 727		229 727	168 969
	Chiffre d'affaires net	370 865		370 865	335 096
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Produits nets partiels sur opérations à long terme				
	Subventions d'exploitation			573 951	623 360
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			5 533	
	Autres produits			76 243	94 111
Total				1 026 594	1 052 568
Charges d'exploitation (2)	Marchandises			71 854	81 259
	Achats			-1 351	1 780
	Variation de stocks				
	Matières premières et autres approvisionnements		Achats		
			Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (3)			653 295	796 082
	Impôts, taxes et versements assimilés			6 626	7 572
	Salaires et traitements			143 025	171 473
	Charges sociales			46 285	59 258
				16 209	14 736
Dotations d'exploitation	• sur immobilisations		amortissements		
	• sur actif circulant		provisions		
	• pour risques et charges				83
				1 554	
Autres charges				12 489	11 895
Total				949 990	1 144 141
Résultat d'exploitation			A	76 603	-91 573
Opér. commun	Bénéfice attribué ou perte transférée		B		
	Perte supportée ou bénéfice transféré		C		
Produits financiers	Produits financiers de participations (4)				
	Produits financiers d'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé (4)				
	Autres intérêts et produits assimilés (4)			610	391
	Reprises sur provisions, transferts de charges				
	Différences positives de change				
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total				610	391
Charges financières	Dotations financières aux amortissements et provisions				
	Intérêts et charges assimilées (5)			6 250	7 044
	Différences négatives de change				
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total				6 250	7 044
Résultat financier			D	-5 640	-6 652
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (± A + B - C ± D)			E	70 963	-98 226

		Du 01/10/2023 Au 30/09/2024 12 mois	Du 01/10/2022 Au 30/09/2023 12 mois
Produits exceptionnels	Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
	Produits exceptionnels sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions et transferts de charge		
	Total		
Charges exceptionnelles	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	500	
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital		10 500
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		10 500
	Total	500	10 500
Résultat exceptionnel		F -500	-10 500
Participation des salariés aux résultats		G	
Impôt sur les bénéfices		H	-10 500
BÉNÉFICE OU PERTE (± E ± F - G - H)		70 463	-98 226
(1) Dont	produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs incidence après impôt des corrections d'erreurs		
(2) Dont	charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs incidence après impôt des corrections d'erreurs		
(3) Y compris	- redevances de crédit-bail mobilier - redevances de crédit-bail immobilier		
(4) Dont	produits concernant les entités liées		
(5) Dont	intérêts concernant les entités liées		

1. Faits caractéristiques de l'exercice

A l'issue de l'exercice clos au 30 septembre 2023, les fonds propres de l'association sont devenus négatifs.

Pour faire face à cette situation difficile en trésorerie, des démarches ont été accomplies pour négocier auprès de certains fournisseurs le report de paiement des factures et une demande auprès de la ville de Quimper a été faite pour demander le versement anticipé d'une partie de la subvention de fonctionnement 2024. L'association a également réduit ses charges sur l'exercice. Ce qui a permis d'améliorer les fonds propres, passant de -70 730€ au 30/09/2023 à -12 445€ au 30/09/2024.

L'association recherche actuellement de nouvelles sources de financement (notamment en mécénat et partenariat).

A la clôture des comptes 30/09/2024, l'association a décidé de comptabiliser l'indemnité de fin de carrière pour un montant de 13 733€ (détail page 17).

2. Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis en conformité avec les règles et méthodes découlant des textes légaux et réglementaires applicables en France.

Ils respectent en particulier les dispositions des règlements de l'Autorité des Normes Comptables 2022-04 du 30 juin 2022 modifiant le règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés en date du 21 novembre 2024.

3. Informations relatives aux postes du bilan

3.1. Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les coûts d'entrée d'une immobilisation incorporelle correspondent aux seuls coûts directs attribuables au projet.

Un actif immobilisé est amortissable lorsque sa durée d'utilisation est limitée.

En cas d'indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué à la clôture des comptes (article 214-15 du PCG). La valeur nette comptable de l'actif est alors comparée à sa valeur actuelle.

3.1.1. État de l'actif immobilisé (brut)

	Immobilisations	Début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur fin exercice
Incorp.	Frais d'établissement et de développement – TOTAL I	-	-	-	-
	Autres postes d'immobilisations incorporelles – TOTAL II	26 008	-	-	26 008
Corporelles	Terrains	47 500	-	-	47 500
	Construction sur sol propre	427 500	-	-	427 500
	Construction sur sol d'autrui	-	-	-	-
	Inst. gales, agencés et am. des constructions	-	-	-	-
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	11 483	-	-	11 483
	Installations générales, agencements, aménagements divers	2 456	-	-	2 456
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Matériel de bureau et mobilier informatique	41 247	-	-	41 247
	Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
	Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-
	TOTAL III	530 186	-	-	530 186
Financière	Participations évaluées par équivalence	-	-	-	-
	Autres participations	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-
	Prêts et autres immobilisations financières	-	500	-	500
	TOTAL IV	-	500	-	500
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)	556 195	500	-	556 695

Natures des Augmentations

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Immobilisations financières			500		
TOTAL			500		

3.1.2. Amortissements de l'actif immobilisé

L'amortissement pratiqué, qu'il soit linéaire ou dégressif, est équivalent à un amortissement calculé sur la durée d'utilisation réelle du bien.

Les durées moyennes d'amortissement retenues pour les principaux types d'immobilisations sont les suivantes :

- Concessions et Brevets : 3 ans
- Constructions et aménagement des constructions : 30 ans
- Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 ans
- Matériel de bureau et informatique : 3 à 5 ans
- Mobilier : 5 ans

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS					
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement - TOTAL I		-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles - TOTAL II		20 735	1 900	-	22 635
Terrains		-	-	-	-
Constructions	Sur sol propre	178 755	14 249	-	193 004
	Sur sol d'autrui	-	-	-	-
	Inst. gales, agcts et amgts constructions	-	-	-	-
Installations techniques, matériel et outillage industriels		11 483	-	-	11 483
Autres immobilisations corporelles	Inst. Générales, agencements, aménagements divers	2 456	-	-	2 456
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	41 136	61	-	41 197
	Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
TOTAL III		233 831	14 309	-	248 140
TOTAL GÉNÉRAL. (I+II+III)		254 566	16 209	-	270 775

Nature des augmentations

Augmentations (Dotations) de l'exercice	Ventilation des dotations			
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles		1 900		
Immobilisations corporelles		14 309		
TOTAL		16 209		

Catégories d'immobilisations	Postes du résultat avec dotation		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Immobilisations incorporelles	1 900		
Immobilisations corporelles	14 309		
TOTAL	16 209		

3.1.3. Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	20 735	1 900	-	-	-	22 635
Corporelles	233 831	14 309	-	-	-	248 140
Financières	-		-		-	-
TOTAL	254 566	16 209	-	-	-	270 775

3.2. Actif circulant

3.2.1. Stocks et en-cours

Les stocks sont valorisés à leur coût d'acquisition par application de la méthode du premier entré, premier sorti.

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables à l'acquisition des produits finis, des matières premières et des services. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

3.2.2. Tableau des dépréciations de l'actif circulant

<i>Situations et mouvements</i>				
Rubriques	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Créances	83	-	83	-
Autres	-	-	-	-
TOTAL	83	-	83	-

3.3. Autres informations sur l'actif

3.3.1. État des échéances des créances à la clôture de l'exercice

ETAT DES CREANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-	-	-
	Prêts	-	-	-
	Autres immobilisations financières	500	500	-
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	-	-	-
	Autres créances clients	8 677	8 677	-
	Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie	Provisions pour dépréciation antérieurement constituée	-	-
	Personnel et comptes rattachés	300	300	-
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	-	-	-
	État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	10 500	-
		Taxe sur la valeur ajoutée	40 811	-
		Autres impôts, taxes et versements assimilés	-	-
		Divers	-	-
	Groupe et associés	-	-	-
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	66 292	66 292	-
	Charges constatées d'avance	13 102	13 102	-
	TOTAL	140 182	140 182	-

Prêts Accordés en cours d'exercice	-
Remboursements obtenus en cours d'exercice	-

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Leur valeur d'inventaire fait l'objet d'une appréciation au cas par cas.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur nominale et/ou lorsque des difficultés de recouvrement sont clairement identifiées.

3.3.2. Charges constatées d'avance

Nature	Exploitation	Montants	
		Financier	Exceptionnel
Charges constatées d'avance	13 102		

3.3.3. Produits à recevoir

Libellés	Montant
INTÉRÊTS COURUS	
Immobilisations financières	-
Participations groupe	-
Participations Hors groupe	-
Clients	-
Associés	-
Valeurs mobilières de placements	-
AUTRES PRODUITS	
Factures à établir	-
RRR à obtenir, avoirs à recevoir	-
Personnel	-
Sécurité sociale	-
État	-
Divers	66 292
TOTAL	66 292

En produits à recevoir pour 66 292 € figurent notamment la subvention de la Ville de Quimper pour l'aide exceptionnelle de 30 000 € et la subvention de la ville de Quimper pour l'aide au logement de 15 500 €.

3.4. Passif

3.4.1. Capitaux propres

3.4.1.1. Variation des capitaux propres

Libellés	Début exercice	Augmentations	Diminutions	Fin Exercice
Capital	-	-	-	-
Réserves, primes et écarts	-	-	-	-
Report à nouveau	27 496		110 405	-82 909
Résultat	-98 226	70 463	-98 226	70 463
Subventions d'investissement	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
TOTAL	-70 730	70 463	12 179	-12 445

3.4.2. Provisions

Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminution : Reprise de l'exercice (1) (2)	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	-	-	-	-
Provisions pour risques	-	-	-	-
Provisions pour charges	10 500	13 733	-	24 233
TOTAL	10 500	13 733	-	24 233

Les provisions réglementées figurant au bilan représentent la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation.

La contrepartie des provisions réglementées est comptabilisée en charges exceptionnelles, au poste "Dotations aux provisions réglementées - Amortissements dérogatoires".

Sur l'exercice 2024, il a été décidé de porter en provision l'indemnité de départ à la retraite pour un montant de 13 733€.

La décision de comptabiliser l'indemnité de départ à la retraite pour la première fois est un changement de méthode comptable. L'impact estimé de ce changement de méthode comptable est imputé sur les capitaux propres, en compte de report à nouveau pour l'indemnité estimée au 30/09/2023 (12 179€). Le complément au 30/09/2024 a été comptabilisé en charge.

Les provisions pour risques et charges sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation. En fin d'exercice, cette estimation est faite en fonction des informations connues à la date d'établissement des comptes.

Classification des augmentations

Augmentations (dotations) de l'exercice	Ventilation des augmentations (dotations)		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées			
Provisions pour risques	13 733		
Provisions pour charges			
TOTAL	13 733		

Provisions pour risques et charges

Nature des Provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentation : Dotations de l'exercice	Diminution : Reprise de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour litiges	-	-	-	-
Provisions pour garanties données aux clients	-	-	-	-
Provisions pour pertes sur marchés à terme	-	-	-	-
Provisions pour amendes et pénalités	-	-	-	-
Provisions pour pertes de change	-	-	-	-
Provisions pour pensions et obligations similaires	-	13 733	-	13 733
Provisions pour impôts	-	-	-	-
Provisions pour renouvellement des immobilisations	-	-	-	-
Provisions pour gros entretiens	-	-	-	-
Provisions pour charges sociales et fiscale sur congés à payer	-	-	-	-
Autres provisions pour risques et charges	10 500	-	-	10 500
TOTAL	10 500	13 733	-	24 233

Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	13 733	-	13 733

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière.

Paramètres économiques pour le calcul de la dette actuarielle au 30/09/2023 :

- augmentation annuelle des salaires : 0.5% pour les cadres et 0.5% pour les non cadres
- taux d'actualisation et de revalorisation annuelle nette du fonds : 3.75% (inflation comprise)
- départ à la retraite à l'âge de 64 ans
- taux de rotation retenu faible
- taux de charges sociales patronales 37% pour les cadres et 31 % pour les non cadres
- Engagement au 30/09/2023 = 12 179€

Paramètres économiques pour le calcul de la dette actuarielle au 30/09/2024 :

- augmentation annuelle des salaires : 0.5% pour les cadres et 0.5% pour les non cadres
- taux d'actualisation et de revalorisation annuelle nette du fonds : 3.20% (inflation comprise)
- départ à la retraite à l'âge de 64 ans
- taux de rotation retenu faible
- taux de charges sociales patronales 37% pour les cadres et 31 % pour les non cadres
- Engagement au 30/09/2024 = 13 733€

S'agissant d'un changement de méthode comptable, la provision de 12 179€ (dette au 30/09/2023) a été passée en contre partie du compte de report à nouveau et n'impacte pas le compte de résultat de l'exercice.

Le complément au 30/09/2024 (1 554€) a été passé en charge sur l'exercice.

3.4.3. Autres informations sur le passif

3.4.3.1. État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice

Les dettes sont enregistrées pour leur valeur nominale de remboursement. Elles ne font pas l'objet d'une actualisation.

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-	-	-	-
Autres emprunts obligataires		-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-	-	-	-
	à plus d'1 an à l'origine	188 686	27 012	124 538	37 136
Emprunts et dettes financières divers		-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés		246 696	246 696	-	-
Personnel et comptes rattachés		8 088	8 088	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		8 900	8 900	-	-
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	-	-	-	-
	Taxe sur la valeur ajoutée	417	417	-	-
	Obligations cautionnées	-	-	-	-
	Autres impôts, taxes et assimilés	830	830	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		-	-	-	-
Groupe et associés		-	-	-	-
Autres dettes (dont relatives à des opérations de pension de titres)		-	-	-	-
Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie		-	-	-	-
Produits constatés d'avance		128 625	128 625	-	-
TOTAL		582 241	420 567	124 538	37 136
Emprunts souscrits en cours d'exercice					-
Emprunts remboursés en cours d'exercice					26 193
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture					-

Produits constatés d'avance

Libellé	Montants		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
<i>Produits constatés d'avance</i>	128 625		

Les subventions de fonctionnement attribuées pour l'année 2024, ont été proratisées à hauteur de 9/12e. La quote-part correspondant à la période du 1er octobre au 31 décembre 2024 a été comptabilisée en produits constatés d'avance pour 128 625 €.

Cette somme se divise en :

- Ville de Quimper fonctionnement : 38 000 €
- Ville de Quimper aide au logement : 3 875 €
- Ville de Quimper artistes émergents : 3 500 €
- Département du Finistère : 13 750 €
- Région Bretagne : 50 000 €
- Drac : 2 500 €
- QBO Mod : 10 000 €
- Mécénat 2025 : 7 000 €

Charges à payer

Libellés	Montant
CONGES A PAYER	
Congés provisionnés	7 327
Charges sociales provisionnées	2 418
Charges fiscales provisionnées	-
INTERETS COURUS	
Emprunts et dettes assimilées	-
Dettes part. groupes	-
Dettes part. hors groupes	-
Dettes sociétés en participation	-
Fournisseurs	-
Associés	-
Banques	-
Concours bancaires courants	-
AUTRES CHARGES	
Factures à recevoir	46 413
RRR à accorder, avoirs à établir	-
Participation des salariés	-
Personnel	-
Sécurité sociale	-
Autres charges fiscales	815
Divers	-
TOTAL	56 973

4 . Informations relatives aux postes du compte de résultat

4.1. Ventilation du chiffre d'affaires

	France	Export et communautaire	Total
Ventes marchandises	141 138	-	141 138
Production vendue :	-	-	-
Biens			
Services	229 728	-	229 728
Chiffre d'affaires net	370 866	-	370 866

5. Informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

5.1. Engagements financiers donnés et reçus

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Avals		
Cautionnements		
Garanties		
Créances cédées non échues		
Garanties d'actif et de passif		
Clauses de retour à meilleure fortune		
Engagements consentis à l'égard d'entités liées		
Engagements en matière de pensions ou d'indemnités assimilées		
Engagements assortis de sûretés réelles sur construction à l'actif	188 686	
Engagements pris fermes sur titres de capital et non-inscrits au bilan		
Engagements résultant de contrats qualifiés de « portage »		
Engagements consentis de manière conditionnelle		
TOTAL	188 686	
Dont concernant :		Montants
Les dirigeants		
Les filiales		
Les participations		
Les autres entreprises liées		
Engagements assortis de sûretés réelles		188 686

5.2. Contributions volontaires

Les temps passés par les bénévoles de l'association lors de l'exercice sont estimés à 10 901 heures.

Soit une valorisation sur la base du Smic horaire en vigueur (en date du 1er mai 2024) de 11.52 €, à 125 580 € (les charges sociales sur les salariés rémunérés au Smic étant négligeables).

Par ailleurs, la ville de Quimper met à la disposition de l'association ses services techniques pendant le Festival de Cornouaille.

Elle transmet habituellement une valorisation de ses temps passés (valorisation qui n'est pas facturée mais comptabilisée par un compte transferts de charges).

Cette année (comme la précédente d'ailleurs), la ville n'a pas eu le temps de transmettre cette information à l'association et elle ne figure donc pas dans les comptes.

Claude FARO

**EXPERT-COMPTABLE DIPLÔMÉ
COMMISSAIRE AUX COMPTES**

MEMBRE DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE DE RENNES

**Association
FESTIVAL DE CORNOUAILLE**

5 bis, rue de Kerfeunteun
29000 QUIMPER

**Rapport spécial du Commissaire aux comptes
sur les conventions réglementées**

Exercice clos le 30 septembre 2024

Association FESTIVAL DE CORNOUAILLE

Rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions réglementées

Exercice clos le 30 septembre 2024

Mesdames, Messieurs,

En ma qualité de commissaire aux comptes de votre association, je vous présente mon rapport sur les conventions réglementées.

Il m'appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui m'ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont j'ai été avisé ou que j'aurais découvertes à l'occasion de ma mission, sans avoir à me prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Je vous informe qu'il ne m'a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Plomelin, le 5 décembre 2024



Claude FARO
Commissaire aux comptes inscrit
Membre de la Compagnie Régionale Ouest
Atlantique